

Le changement de nom de l'enfant naturel par substitution
/ Doreid al-Bcheraoui. — Extrait de : Revue juridique de
l'USEK. — N° 2 (1993), pp. 163-190.

Notes au bas des pages.

I. droit civil — Codes. II. Substitution (Droit). III. Noms
de personnes — Droit.

PER L1311 / FD56562P

LE CHANGEMENT DE NOM DE L'ENFANT NATUREL PAR SUBSTITUTION

PAR
Doreid AL-BCHERAoui
Docteur en Droit
Attaché d'enseignement et de recherche
à l'Université Robert SCHUMAN de Strasbourg

PLAN

Introduction

I - La substitution de nom par déclaration conjointe: un accord relatif au nom de l'enfant.

A - La substitution de nom à la suite de l'établissement d'un deuxième lien de filiation.

- a - Conditions de la substitution.**
- b - Critique de la modalité de substitution.**

B - La dation de nom du mari de la mère.

- a - Particularisme de la dation de nom.**
- b - Effets de la dation de nom.**

II - La substitution de nom par décision judiciaire: un conflit relatif au nom de l'enfant.

A - Le domaine de la substitution.

- a - Substitution du nom du père à celui de la mère.**
- b - Substitution du nom de la mère à celui du père.**

B - L'opportunité de la substitution.

a - La prise en compte de l'intérêt de l'enfant.

b - La prise en compte de tous les intérêts en présence.

Conclusion

INTRODUCTION

Le nom est, en principe, dépendant de la filiation. Derrière lui l'état de l'enfant se caractérise. Ainsi l'enfant légitime porte toujours le nom de son père¹ qui lui est attribué dans l'acte de naissance. Son nom est immuable et définitif. Il ne peut faire l'objet de modification que lorsque l'état civil de l'enfant vient à être modifié (désaveu, adoption). L'enfant légitime ne se voit transmettre que le nom de son père.

A la différence de l'enfant légitime, l'enfant naturel² n'acquiert pas automatiquement le nom de son père. Son nom est toujours exposé au changement. Cela s'explique par l'absence de lien juridique entre le père et la mère de l'enfant naturel qui conduit à la divisibilité de la filiation maternelle et de la filiation paternelle: l'enfant peut avoir une filiation établie à l'égard d'un seul de ses auteurs ou à l'égard des deux³.

D'après l'article 334-1 du Code civil, lorsque la filiation de l'enfant est simultanément établie à l'égard du père et de la mère, l'enfant portera le nom de son père; sinon il prendra le nom de celui des deux parents qui l'aura reconnu en premier. L'enfant naturel porte donc le nom de son père ou le nom de sa mère selon que la filiation de cet enfant a été établie ou non en premier lieu envers l'un ou l'autre. Mais à ces règles la loi apporte un certain nombre d'assouplissements. En effet, la famille naturelle n'est pas comme la famille légitime construite, selon un modèle-type et une adaptation aux différentes situations peut être nécessaire. Alors

(1) Aucun texte ne prévoit formellement cette règle qui est essentiellement coutumière.

(2) Est enfant naturel tout enfant dont les auteurs ne sont pas mariés entre eux au moment de sa conception ou de sa naissance, sans avoir à distinguer selon que ce mariage était possible ou non.

(3) A. BENABENT: Droit civil, la famille, n° 524, p. 419; F. TERRÉ: Introduction générale au droit, précis Dalloz 1991, p. 266, n° 327; R. Nerson: le nom de l'enfant, Mélanges ANCEL, 1975, p. 347.

même que le principe de priorité chronologique de l'article 334-1 du Code civil a pu jouer, la loi permet d'inverser ses effets: un changement de nom de l'enfant naturel pourra avoir lieu soit d'office, généralement lors d'un changement d'état civil, soit de façon volontaire par le biais d'adjonction ou de substitution.

Une modification d'état civil de l'enfant naturel entraînera logiquement une modification correspondante du patronyme. Ainsi en est-il en cas de reconnaissance d'enfant naturel, le désaveu, d'annulation d'une reconnaissance et de légitimation⁴.

Si la modification d'état civil de l'enfant naturel a pour effet le changement de son nom par ricochet, il n'en va pas de même en ce qui concerne le changement de nom par adjonction ou par substitution qui supposent la manifestation de la volonté de l'intéressé. Ainsi la loi du 25 juillet 1952 posait en principe que si c'est la mère qui a reconnu l'enfant en premier et qu'une reconnaissance par le père intervient par la suite, l'enfant pourra être autorisé par le tribunal à prendre le nom de son père soit par adjonction soit par substitution. La modalité de substitution judiciaire ne pouvait que plaire au législateur de 1972 qui reprit une bonne partie des dispositions de la loi de 1952 et qui introduisit plus de souplesse dans la législation française en ajoutant à cette procédure contentieuse une procédure gracieuse de substitution de nom. L'objectif avoué du législateur étant de permettre à l'enfant naturel d'avoir une situation aussi proche que possible de celle de l'enfant légitime.

Mais il faut signaler que la loi du 3 janvier 1972, réformant le droit de la filiation, a supprimé la possibilité d'additionner le nom du père au nom de la mère pour ne conserver que la substitution du nom de la mère

(4) Il en est ainsi en cas de légitimation par mariage: les enfants naturels légitimés prennent le nom de leur père, alors même qu'ils auraient porté auparavant le nom de leur mère. La conséquence de la légitimation sur le nom est inévitable et l'enfant légitimé ne peut se prévaloir, pour garder le nom porté jusqu'alors, de la possession d'état, même si le changement de nom lui cause un grave préjudice. Pour obvier à cet inconvénient, le projet de loi enregistré à la présidence de l'Assemblée Nationale le 23 décembre 1991, relatif à l'état civil et à la filiation, a, à juste titre, prévu dans son article 61-4 que la légitimation n'empêche le changement de nom des enfants majeurs que sous réserve de leur consentement.

(5) Civ. 16 novembre 1982, D. 1983, J., p. 17, note D. HUET-WEILLER; J.C.P., 1983, éd. G., II, 19954, obs. GOBERT. La Cour de cassation a pris la même décision dans : Civ. 12 avril 1983, Bull. civ. 1983, I, n° 115.

par le nom du père. Cette solution a été consacrée par la Cour de cassation qui a décidé en 1982 que seule une substitution était admise par la loi au motif qu'«*en l'absence de précision formelle des textes, on ne peut ouvrir à l'enfant naturel une possibilité qui n'appartient pas à l'enfant légitime*»⁵. Toutefois cet arrêt critiqué par certains auteurs⁶ n'a plus qu'une valeur historique. En effet depuis le 1er juillet 1986, toute personne «*peut ajouter à son nom, à titre d'usage, le nom de celui de ses parents qui ne lui a pas transmis le sien*». Cette faculté offerte par l'article 43 de la loi du 23 décembre 1985 a pour but d'établir une égalité entre les parents, en remédiant à la primauté du nom paternel⁷ et de permettre à tous les enfants, légitimes ou naturels, qui ont acquis le nom de leur père d'y ajouter celui de leur mère⁸. Ce qui, faut-il le souligner, n'implique pas un changement de nom par substitution au sens strict du mot, étant donné que l'intéressé doit garder le nom de celui de ses parents qui lui a transmis le sien en premier.

En matière de filiation naturelle on ne peut se contenter d'une règle unique et rigide. S'il est possible de présumer la structure de l'accueil au sein de laquelle l'enfant légitime est élevé, la filiation naturelle recouvre des situations diverses et variées de telle sorte qu'il est très difficile de déterminer a priori quel sera le cadre d'existence d'un enfant illégitime. Pour éviter que le nom jure avec la réalité vécue par l'enfant naturel, le législateur laisse aux volontés des intéressés le pouvoir de corriger le jeu de la règle de priorité chronologique de l'article 334-1 du Code civil, en prévoyant plusieurs procédures de changement de nom par substitution selon que les intéressés sont d'accord au non. Dans le premier cas la substitution de nom résultera d'une déclaration conjointe (I), dans le second cas d'une décision judiciaire (II).

(6) J. CARBONNIER : Droit civil, la famille, t. 2, éd. P.U.F., 1991, n° 334, p. 490; G. CORNU : Droit civil, Introduction, les personnes, les biens, 5ème éd., Montchrestien 1991, n° 567, p. 203.

(7) Sur l'article 43 de la loi du 23 décembre 1985, v. : A. LEFEBVRE-TEILLARD : le nom, Droit et Histoire, P.U.F., 1990, p. 229 et s. ; F. ZENATI : Obs., Rev. trim. dr. civ. 1986, p. 207 et s. ; M. GRIMALDI : «*Commentaire de la loi du 23 décembre 1985*», Gaz. pal. 1986, 2, doct., p. 552, n° 121 et s. ; D. AMSON : Une gestation difficile : le «*nom d'usage*», D. 1986, chron., p. 267 ; J. HAUSER et D. HUET-WEILLER : Obs., Rev. trim. dr. civ. 1991, n° 3, p. 514.

(8) La décision d'adjonction relève du parent qui exerce l'autorité parentale.

I - La substitution de nom par déclaration conjointe: un accord relatif au nom de l'enfant.

La substitution de nom de l'enfant naturel par déclaration conjointe est possible d'abord, dans l'hypothèse de l'article 334-2 du Code civil à la suite de l'établissement d'un second lien de filiation (A). Une deuxième possibilité de changement de nom par déclaration conjointe est ensuite offerte par l'article 334-5 du Code civil: si la filiation paternelle n'est pas établie, le mariage de la mère peut donner lieu à une dation du nom du mari à l'enfant naturel (B).

A - La substitution de nom à la suite de l'établissement d'un deuxième lien de filiation.

Soucieux de faciliter au maximum la transmission du nom du père à l'enfant naturel, le législateur a permis quand la filiation de l'enfant n'a été établie qu'en second lieu à l'égard du père, aux parents d'obtenir un changement de nom⁹. Ils peuvent pour cela utiliser la procédure souple instituée par la loi de 1972 (art. 334-2 du Code civil) puis étendue en 1987 aux parents naturels, quand ils demandent à exercer en commun l'autorité parentale¹⁰. Mais la requête doit être conforme aux conditions de la loi (a) pour aboutir à cette substitution de nom qui n'échappe pas à la critique (b).

a) - Conditions de la substitution.

L'enfant naturel peut prendre le nom de son père par substitution si ses parents en sont d'accord et si pendant sa minorité ils font une déclaration conjointe devant le juge des tutelles¹¹. Cependant si l'enfant est âgé de plus de quinze ans, son consentement est indispensable¹². Mais il

(9) J. HAUSER et D. HUET-WEILLER : Changement de nom de l'enfant naturel; Substitution et adjonction, Rev. trim. de dr. civ. 1991, n° 3, p. 514; J. MASSIP : Autorité parentale, Rép. Not., Defrénois, 1990, p. 1295.

(10) V. l'art. 374 C. Civ. et l'art. 1180-1 N. C. pr. civ.

(11) V. l'art. 1152 N. C. pr. civ. Mais puisqu'il s'agit d'une procédure gracieuse, le projet de loi du 23 décembre 1991 relatif à l'état civil et à la filiation, propose, avec raison, dans son article 13 modifiant l'article 334-2 du code civil, que la déclaration conjointe doit être faite devant l'officier d'état civil.

(12) V. l'art. 334-2 al. 2 C. civ.

résulte de l'interprétation littérale de l'article 334-2 du Code civil que la procédure simplifiée ne peut être utilisée que pendant la minorité de l'enfant¹³. Cette procédure suppose d'abord une filiation établie en premier lieu à l'égard de la mère et, en second lieu à l'égard du père. Elle repose ensuite sur l'accord des parents¹⁴. Il s'agit d'une sorte de convention entre le père et la mère sur le nom de leur enfant naturel qui ne peut tendre qu'à favoriser le port du nom du père¹⁵.

Dans le cadre de cette procédure gracieuse, le juge des tutelles est seulement appelé à vérifier la réunion des conditions légales de la substitution envisagée¹⁶. Il ne dispose d'aucun pouvoir d'appréciation quant à l'opportunité du changement de nom sollicité et quant à l'intérêt de l'enfant. Il ne peut procéder qu'à des vérifications limitées¹⁷.

La déclaration conjointe prévue par l'article 334-2 du Code civil doit être faite devant le juge des tutelles du lieu où demeure l'enfant. Le juge ne peut la refuser que par ordonnance motivée, fondée sur l'absence des conditions légales. Lorsqu'il reçoit la déclaration, il en donne aussitôt

(13) L'enfant naturel majeur doit s'adresser au tribunal de grande instance pour avoir l'autorisation de changer de nom, l'action étant ouverte dans les deux années qui suivent sa majorité. V. en ce sens : T.G.I. Evry-Corbeil 19 février 1975, Gaz. pal. 1975, 1, 417; V. aussi R. NERSON : Le nom de l'enfant naturel, dont la filiation a été établie successivement à l'égard de ses deux parents, Rev. trim. de dr. civ. 1975, p. 690.

(14) D. HUET-WEILLER : Obs., sous T.G.I. de Paris, 16 et 14 avril 1980, et civ. 18 décembre 1979, D. 1980, I.R., p. 426; G. RAYMOND : Droit de l'enfance, 2ème éd., Litec, Droit, 1983, p. 64, n° 62; R. NERSON : La situation juridique des enfants nés hors mariage, Rev. trim. dr. civ., 1975, p. 397 et s., n° 19; F. VAUVILLE : Obs., sous civ. 26 juin 1990, J.C.P., 1991, éd. G, II, 21688.

(15) Lorsqu'il s'agit d'un enfant adultérin, la déclaration conjointe des père et mère n'est nullement subordonnée au consentement du conjoint de l'auteur marié. V. : Lyon 20 novembre 1975, D. 1976, p. 647 note J. MENJUCQ.

(16) V. en ce sens: R. NERSON : «Le nom de l'enfant», art. préc., p. 352; A. WEILL et F. TERRE : Droit civil, les personnes, la famille, les incapacités, 5ème éd., Précis Dalloz, 1983, n° 43, p. 50; E. HIRSOUX : Juris-classeur civil «*filiation naturelle*», art. 334 à 334-7, nom de l'enfant naturel, fasc. 30, 1991, n° 62, p. 14; V. aussi : Cass. civ. 1er et 18 décembre 1979; Paris 16 et 14 avril 1980, D. 1980, I.R., p. 426, obs. D. HUET-WEILLER ; Conclusion de M. DECHEIX : sous T.G.I. de Chalons-sur-Marne, 23 avril 1975, Gaz. pal. 1975, 2, p. 444.

(17) Les vérifications que le juge des tutelles devra faire sont limitées à la constatation de l'établissement de la filiation de l'enfant à l'égard de la mère, puis à l'égard du père.

avis au Procureur de la République du lieu de naissance de l'enfant et le Procureur fait procéder aux mentions nécessaires en marge de l'acte de naissance de l'enfant¹⁸. Si les conditions légales sont remplies, la substitution doit donc être accordée. Il en résulte que la substitution de nom par déclaration conjointe se caractérise par sa simplicité. Mais bien qu'elle soit simplifiée, cette modalité de substitution appelle la critique.

b) - Critique de la modalité de substitution.

On peut s'interroger sur l'efficacité de cette voie de substitution. Si la procédure est simplifiée, elle exige en fait une condition de fond qui est l'accord des deux parents. Ce mode de substitution sera donc utile soit en cas de concubinage stable des parents¹⁹, soit dans le cas où la mère naturelle désire que l'enfant porte le nom de son père pour dissimuler aux tiers la situation particulière de cet enfant naturel, ce qui suppose l'accord du père qui n'est pas acquis d'avance²⁰. Le fondement de cette technique de substitution semble aigu: tantôt, il peut paraître comme un encouragement au concubinage, tantôt, il manifeste la supériorité de la famille légitime.

Mais outre son ambiguïté, cette procédure de changement de nom par déclaration conjointe présente un caractère inégalitaire. En effet c'est seulement dans l'hypothèse de substitution du nom du père à celui de la mère que peut être utilisée la procédure simplifiée, instituée par la loi de 1972, si les conditions légales sont remplies. Est-à-dire que l'enfant naturel, dont la filiation a été établie successivement à l'égard de son père puis à l'égard de sa mère, ne pourra pas demander la substitution du nom de sa mère à celui de son père? Vu la généralité de la formule employée dans l'article 334-3 alinéa 1er du Code civil (*«dans tous les autres cas»*),

(18) V. l'art. 1152 N.C. pr. civ.

(19) M. JORNOD : La femme et le nom en droits suisse et français, thèse, Lausanne 1991, p. 212; A. PONSARD : Rép. de dr. civ., Encyclopédie Dalloz, v. *«nom-prénom»*, 1991, n° 34.

(20) E. HIRSOUX : Jurisclasseur civil, *«filiation naturelle, nom de l'enfant naturel»*, art. 334 à 334-7, fasc. 30, n° 61; C. COLOMBET, J. FOYER, D. HUET-WEILLER et C. LABRUSSE-RIOU : La filiation légitime et naturelle, Etude de la loi du 3 janvier 1972 et de son interprétation, Dalloz 1977, n° 494, p. 314.

une telle demande pourra être recevable²¹, mais la substitution dans ce cas ne relève pas de l'article 334-2 du Code civil et la requête de changement de nom devra être adressée au tribunal de grande instance.

Certes, l'hypothèse d'une substitution du nom de la mère à celui du père est plus rare en pratique que l'hypothèse inverse, mais elle se produit quand même: lorsque le père de l'enfant a souscrit une reconnaissance prénatale²², l'enfant porte le nom du père puisque cette reconnaissance est antérieure à celle de la mère. Dès lors il serait injuste et contraire au bon sens que le législateur interdise aux parents d'utiliser la procédure simplifiée pour remplacer, s'ils le souhaitent, le nom du père par celui de la mère.

Le législateur va, à notre avis, trop loin: d'une part parce qu'il permet un libre changement de nom uniquement lorsqu'il s'agit de remplacer le nom de la mère par celui du père et, d'autre part parce qu'il offre cette possibilité de substitution jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de quinze ans sans même exiger son consentement. Ce qui implique que, dans tous les cas le législateur considère qu'il vaut mieux porter le nom du père que celui de la mère, même lorsque cela a pour conséquence de changer un nom sous lequel l'enfant est connu depuis longtemps. C'est pourquoi nous pensons que cette possibilité de substitution n'est pas de l'intérêt de l'enfant et ce d'autant plus que celui-ci ne peut pas s'opposer à la décision prise par ses parents. Son consentement n'est requis que s'il a déjà quinze ans au moment où la décision est rendue, alors que bien avant cet âge l'enfant peut souffrir d'une telle substitution. C'est pour remédier à cet inconvénient que le projet de loi de 1991, relatif à l'état civil et à la filiation²³ exige, à juste titre, le consentement de l'enfant naturel s'il a plus de treize ans, lorsqu'il s'agit de changer son nom par déclaration conjointe.

Nous estimons enfin qu'il n'y a pas d'inconvénients à ce que l'enfant

(21) Paris 13 janvier 1978, *Gaz. pal.* 1978, 1, p. 345, note J. MASSIP ; *Rép. Not.*, De-frénois 1978, p. 1127, obs. J. MASSIP ; A. PONSARD : *Rapport sous cass. civ.*, 16 novembre 1982, *J.C.P.*, 1983, éd. G. II, 19954 ; M. GOBERT : *Obs.*, sous *cass. civ.*, 16 novembre 1982, *J.C.P.* 1983, éd. G., II, 19954.

(22) T.G.I. Lille, 3 février 1987, *J.C.P.* 1990, éd. G., II, 21447, note X. LABRE.

(23) V. l'article 13 al. 2 de ce projet enregistré à la présidence de l'Assemblée Nationale le 23 décembre 1991, n° 2531.

naturel porte le nom de sa mère lorsqu'il est élevé par elle seule: le fait de porter le nom de la mère ne révèle pas l'origine naturelle de l'enfant²⁴. Il n'en est pas de même si la mère se marie lorsque l'enfant est élevé au foyer conjugal, car l'enfant porte alors un nom différent de celui qui est porté par la mère. Pour éviter une telle conséquence, le législateur a prévu une sorte d'adoption «*en mineur*»²⁵, en autorisant le mari de la mère à conférer par substitution son propre nom à l'enfant à nouveau par déclaration conjointe.

B - La dation du nom du mari de la mère.

La loi du 3 janvier 1972, s'inspirant des législations germanique et suisse, a introduit dans le droit français²⁶ cette possibilité particulière²⁷ de dation (a) du nom de l'enfant naturel à propos de laquelle on a pu parler d'une «*légitimation apparente*»²⁸ dont les effets sont limités (b) au nom de l'enfant.

a) - Particularisme de la dation de nom.

Cette nouvelle procédure de changement de nom créée par l'article 334-5 du Code civil consiste, si la filiation paternelle n'est pas établie, à autoriser le mari de la mère à donner son propre nom à l'enfant naturel par une déclaration qu'il fera conjointement avec la mère devant le juge des tutelles pendant la minorité de l'enfant²⁹. Si l'enfant a plus de quinze ans, son consentement sera nécessaire. C'est là une situation curieuse

(24) V. M. GRIMALDI : patronyme et famille - L'attribution du nom, Rép. Not., Defrénois 1987, art. n° 34117, p. 1425 et s.

(25) V. le rapport de J. FOYER sur la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972, Assemblée Nationale, Séance du 5 octobre 1971, n° 1926, p. 76.

(26) V. l'art. 334-5 du Code civil.

(27) G. GOUVEAUX : Traité de droit civil, sous la direction de J. Ghestin, les personnes, L.G.D.J., 1989, n° 124, p. 126; C. COLOMBET, J. FOYER, D. HUET-WEILLER et C. LABRUSSE-RIOU: Op. cit., n° 500, p. 317.

(28) A. LEFEBVRE-TEILLARD : Op. cit., p. 227.

(29) J. MASSIP : Obs., Rép. Not., Defrénois 1990, art. 34912, p. 1295.

car l'attribution du nom se fait en dehors de tout lien de filiation³⁰. La loi permet donc à l'enfant de porter un nom qui masque sa véritable filiation naturelle, laissant ainsi se créer un état apparent de filiation légitime parfois temporaire³¹.

Cette situation peut être celle d'un enfant naturel simple dont la mère, célibataire au temps de la conception, épouse un autre homme que son père. Elle ne peut pas profiter à un enfant qui est déjà reconnu par son père, même si ce dernier se désintéresse complètement de son sort. L'article 334-5 du Code civil peut aussi être utilisé en faveur d'un enfant adultérin dont la mère a divorcé puis s'est remarié avec un autre homme que le père de son enfant³². Dans ce cas la situation de l'enfant adultérin ne diffère guère de celle de l'enfant naturel simple. Mais le recours à la dation du nom est également possible lorsque l'adultère de la mère n'a pas eu pour effet la dissociation du couple légitime. Ainsi, l'enfant adultérin a mère mais élevé au foyer conjugal, pourra tout de même porter le nom du mari de la mère sous lequel la famille est connue à l'égard des tiers.

Une fois de plus, le nom de la mère peut donc être remplacé par simple déclaration. Il faut d'abord l'accord de la mère et de son mari qui sera exprimé par déclaration conjointe devant le juge des tutelles du lieu où demeure l'enfant³³. Quant au consentement de l'enfant, s'il n'est pas expressément prévu, c'est que la procédure de substitution de nom suppose sa minorité³⁴. Son consentement n'est exigé que s'il est âgé de

(30) V. D. HUET-WEILLER : Note sous T.G.I. de Paris, 2 mai 1985 D. 1986, I.R., p. 63; V. aussi Nîmes, 25 octobre 1990, Juris-data, n° 048712; A. TISSERAND : l'enfant adultérin, thèse dactyl., Strasbourg 1990, p. 797.

(31) M. GRIMALDI : Art. l'attribution du nom, Rép. Not., Defrénois 1987, art. n° 34117, p. 1442; E. HIRSOUX : Juris-classeur civil op. cit., «nom de l'enfant naturel», art. 334 à 334-7, n 79.

(32) V. R. NERSON : Le nom de l'enfant naturel, art. préc., p. 356.

(33) L'article 334-5 C. civ. ne vise que le consentement du mari. Mais celui de la mère est évidemment requis.

(34) J. MASSIP, G. MORIN et J. - L. AUBERT : La réforme de la filiation, 3ème éd., Defrénois, 1976, n° 68, p. 68; G. RAYMOND : Droit de l'enfance, 2ème éd., Litec, Droit, 1983, n° 62, p. 65; J. MASSIP : «Personnes et familles», obs., sous cass. civ., 1ère, 21 juillet 1987, Rép. Not., Defrénois 1988, art. 34186, p. 315.

plus de quinze ans³⁵. Etant donné que l'article 334-5 du Code civil prévoit que la déclaration conjointe est soumise aux conditions de l'article 334-2, le juge des tutelles n'a ici qu'un simple rôle de contrôle qui se limite à vérifier que les conditions légales de la substitution sont réunies³⁶. Il n'exerce aucun contrôle d'opportunité, ni ne doit vérifier s'il y va de l'intérêt de l'enfant, ce qui montre les limites étroites de ce type de substitution de nom.

Si la dation du nom présente l'avantage de dissimuler la situation de l'enfant naturel à l'égard des tiers, il n'est pas certain que le recours à cette procédure soit bien conforme à l'intérêt de l'enfant.

A travers cette simulation l'enfant risque parfois de prendre conscience du discrédit qui pèse sur sa filiation réelle. Pourtant on peut encore considérer que cette modalité de changement de nom, si elle a pour but de stabiliser la situation de l'enfant, est destinée à préparer sa véritable intégration au foyer. Dans ce cas, la dation de nom pourrait être une étape vers une adoption définitive de l'enfant par le mari de sa mère³⁷.

Si l'enfant a porté le nom du mari de sa mère pendant de longues années, son intérêt commande la stabilité de ce nom³⁸. L'article 334-5 du Code civil ne pourra cependant pas toujours assurer le maintien du nom du mari. Rédigé dans l'intention de créer en apparence une famille légitime, ce texte suppose que le lien de mariage existe entre le mari et la

(35) Selon l'article 334-5 al. 1 du C. civ. la dation de nom se fait sous les conditions prévues à l'article 334-2. Les modifications introduites par le projet du 23 décembre 1991 à l'article 334-2 du C. civ. produisent donc les mêmes effets en ce qui concerne la dation de nom du mari. Il faut s'adresser à l'officier de l'état civil et il faut le consentement de l'enfant s'il a plus de 13 ans (art. 13 du projet du 23 décembre 1991).

(36) Le juge des tutelles en donne aussitôt avis au procureur de la République du lieu de naissance de l'enfant qui fait procéder aux mentions nécessaires sur les registres de l'état civil; en cas de refus le juge statue par ordonnance motivée. V. l'art. 1152 N. C. proc. civ.

(37) V. en ce sens : C. COLOMBET, J. FOYER, D. HUET-WEILLER et C. LABRUSSE-RIOU : op. cit., n° 500, p. 317; G. GOUBEUX : op. cit., n° 124, p. 125; J. FOYER : Rapport, Assemblée Nationale, 1970-1971, n° 1926, p. 76; R. NERSON : Obs., préc., Rev. trim. dr. civ., 1975, p. 397 et s.

(38) M. GRIMALDI : Art. préc., Rép. Not., Defrénois 1987, p. 1443.

mère de l'enfant naturel. Dès lors, le divorce de la mère de l'enfant naturel emporte la perte du nom du mari.

Les conditions particulières de la dation de nom ne sont donc pas adaptées au maintien apparent d'une légitimité contestée³⁹. Pourtant c'est dans cette légitimité apparente que les effets limités de la dation de nom trouvent leur source.

b) - Effets de la dation de nom.

A la différence de la substitution du nom du père à celui de la mère de l'article 334-2 du Code civil, la substitution du nom d'un homme qui n'est pas le père de l'enfant, tout en attribuant à l'enfant naturel une étiquette sociale de légitimité apparente n'a aucun effet sur l'état civil dudit enfant⁴⁰. En d'autres termes, elle n'a aucune conséquence sur l'autorité parentale, les droits alimentaires ou successoraux⁴¹.

Les effets de la dation sont limités au seul nom, la filiation de l'enfant naturel ne peut donc en aucun cas s'établir à l'égard du mari de sa mère. Le nom est totalement détaché de la filiation, isolé de tous ses autres effets. L'enfant porte le nom du mari de sa mère, ses rapports avec ce dernier se limitent à cela. Aucune autre conséquence attachée à la parenté n'existe entre eux. Ce qui présente un avantage: la dation de nom ne constitue pas un obstacle à l'établissement de la filiation paternelle de l'enfant à l'égard de son véritable père.

Elle est donc susceptible d'être remise en cause, si la filiation de l'enfant se trouve ultérieurement établie à l'égard du père naturel. En pareille occurrence le nom du mari de la mère pourrait être remplacé par celui du père légal. Cette substitution ne se fera cependant pas par déclaration conjointe, mais par voie contentieuse, bien que la loi n'ait pas expressé-

(39) V. en ce sens: J. HAUSER et D. HUET-WEILLER : *Traité de droit civil, la famille*, L.G.D.J., 1989, n° 751, p. 498.

(40) J. MENJUCQ : Note sous Lyon, 29 novembre 1975, D. 1976, p. 647 et s.; Ph. MALAURIE et L. AYNES : *Droit civil, la famille*, Cujas, 1989, p. 314; G. MARTY et P. RAYNAUD : *Droit civil, les personnes*, Sirey 1976, p. 802; E. HIRSOUX : *Juris-classeur civil, «Nom de l'enfant naturel»*, op. cit., art. 334 à 334-7, fasc. 30, n° 32, p. 16.

(41) A. WEILL et F. TERRE : Op. cit., n° 43, p. 48-49; J. VIATTE : Note Paris, 13 février 1975, *Gaz. pal.* 1975, 1, p. 320; Paris, 13 février 1975, précité; C. COLOMBET, J. FOYER, D. HUET-WEILLER et C. LABRUSSE-RIOU : Op. cit., n° 500, p. 317.

ment prévue cette possibilité, et donc sous contrôle du tribunal de grande instance qui apprécie les intérêts en présence⁴².

Du reste, si la mère de l'enfant naturel, après avoir divorcé, se remarie, l'enfant devrait en théorie pouvoir porter le nom du nouveau père. Le nouveau mari pourrait à son tour attribuer son nom à l'enfant par une simple déclaration conjointe et le juge des tutelles, si les conditions légales sont réunies, ne devrait pas s'y opposer. L'enfant ne peut exprimer son refus ou son consentement que s'il a plus de quinze ans. Si un pareil changement de nom paraît peu probable, de tels exemples nous montrent l'instabilité du nom de l'enfant naturel qui est évidemment due à la fluctuation de la situation de la famille naturelle.

Etrange politique législative que celle qui consiste à faire passer pour légitime un enfant qui ne l'est pas et à induire le tiers en erreur. «*Si la loi permet à un enfant de porter le nom de celui qui n'est pas son père*, dit M. GRIMALDI, *c'est bien parce qu'habituellement elle l'interdit et qu'elle en escompte une erreur des tiers, qui raisonneront sur l'hypothèse ordinaire*»⁴³. Mais la question se pose de savoir si cette dation de nom profite aux enfants de l'intéressé. L'article 334-4 du Code civil prévoit que la substitution de nom s'étend de plein droit aux enfants mineurs et qu'elle ne s'étend aux enfants majeurs qu'avec leur consentement. Compte tenu de la place qu'occupe ce texte et du fait que les déclarations conjointes des articles 334-2 et 334-5 du Code civil ne peuvent être formulées que pendant la minorité de l'enfant⁴⁴, l'article 334-4 s'applique exclusivement à la substitution par décision judiciaire⁴⁵. On peut cependant considérer cet article comme un texte général réglant l'extension du changement de nom à chaque fois que l'intéressé a des en-

(42) E. HIRSOUX : Juris-classeur civil, Op. cit., art. 334 à 334-7, fasc. 30, n° 83, p. 16.

(43) M. GRIMALDI : Obs., précitées, p. 1443, n° 28.

(44) Cela montre que si l'intérêt de l'enfant à la stabilité du nom nécessite le maintien apparent d'une légitimité faussaire, la dation de nom autorisée par l'article 334-5 du Code civil ne permet pas toujours d'y parvenir. Le champ d'application de ce texte est étroit, car la substitution du nom du mari de la mère à celui de la mère n'est possible que pendant la minorité de l'enfant.

(45) C. LABRUSSE-RIOU : Juris-classeur civil, art. 334 à 334-7, p. 10, ch. 40; D. HUET-WEILLER : Obs., précitées, J.C.P. 1980, éd. G, II, 19425; A. PONSARD : Rapport sous cass. civ., 16 novembre 1982, J.C.P., 1983, éd. G, II, 19954.

fants⁴⁶. Les dispositions de cet article peuvent donc s'appliquer aussi bien dans le cas de changement de nom par décision judiciaire que dans les cas de substitution par déclaration conjointe. Elles rendent obligatoire la substitution de nom pour les enfants mineurs de l'intéressé. Ce qui prouve une fois de plus que l'enfant mineur n'a aucun pouvoir sur le sort que les parents ou l'un d'entre eux réservent à son nom. Cette tendance se caractérise nettement, dans le cas de dation de nom, par la volonté de dissimuler que l'enfant est né de personnes non mariées ensemble. Certes, il s'agit là de donner à l'enfant l'apparence de légitimité pour le protéger contre la curiosité des tiers. Mais cette légitimité trompeuse se dévalorise dans un temps où le divorce est devenu très fréquent, où les femmes utilisent de moins en moins le nom de leurs maris et enfin où les enfants naturels ont de toute façon obtenu le droit au respect social⁴⁷. Quoi qu'il en soit, une fois majeur, l'enfant pourra, s'il le veut, se débarrasser de ce masque qui lui a été imposé durant sa minorité. L'article 334-5 alinéa 2 du Code civil permet en effet à l'enfant devenu majeur de reprendre le nom qu'il portait antérieurement à la déclaration conjointe (nom de la mère, ou celui de son père légal en cas de reconnaissance paternelle). A cette fin, il doit soumettre une demande au tribunal de grande instance dans les deux années qui suivent sa majorité.

Le recours à la procédure judiciaire de changement de nom n'est pas limité à cette hypothèse. Une requête en substitution de nom doit être adressée au tribunal de grande instance, dans tous les cas où il s'agit de permettre à un enfant naturel, dont les parents sont en désaccord à ce sujet, de porter le nom de celui de ses auteurs à l'égard duquel sa filiation n'a été établie qu'en second lieu.

II - La substitution de nom par décision judiciaire: un conflit relatif au nom de l'enfant.

L'article 334-3 du Code civil⁴⁸ énonce qu'en dehors des cas prévus par les articles 334-2 et 334-5 du même code, le changement de nom de

(46) J. MENJUCQ : Note préc., D. 1976, p. 647 et s.

(47) V. en ce sens: M. GRIMALDI : Art. préc., Rép. Not., Defrénois 1987, art. n° 34117; A. TISSERAND : Op. cit., p. 808.

(48) Cette disposition se substituait à l'article 2 de la loi n° 52-899 du 25 juillet 1952 en vertu de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1972.

l'enfant naturel doit être demandé au tribunal de grande instance. Relèvent donc du domaine (A) de changement judiciaire de nom toutes les demandes de substitution en cas d'un défaut d'accord des parents sur le principe même de cette substitution patronymique. Ici la substitution de nom est moins aisée que dans le cas précédent, car il ne s'agit plus d'une simple déclaration conjointe mais d'une demande contentieuse dont le juge apprécie l'opportunité (B).

A - Le domaine de la substitution.

Le changement de nom doit être demandé, par la voie contentieuse, au tribunal de grande instance d'une part lorsque les parents sont en désaccord sur l'opportunité de la substitution de nom de l'enfant naturel, d'autre part lorsque ce dernier est majeur⁴⁹. L'article 334-3 du Code civil permet incontestablement au juge saisi de la demande de substituer le nom du père à celui de la mère (a), mais il l'autorise aussi, de façon non moins incontestable, en raison de la généralité même de ses termes, à remplacer le nom du père porté par l'enfant par le nom de la mère (b)⁵⁰.

a) - Substitution du nom du père à celui de la mère.

Il s'agit de permettre à un enfant naturel de porter le nom de son père à l'égard duquel sa filiation n'a été établie qu'en second lieu⁵¹. La loi prévoit trois éventualités: ou bien l'enfant est mineur et les parents sont

(49) L'importance sans cesse croissante des contentieux familiaux a conduit le législateur à instituer, par le projet du 23 décembre 1991, le juge aux affaires familiales, juridiction à usage unique spécialisée et appelée à en connaître. Ainsi, selon l'article 25-I dudit projet le changement contentieux de nom de l'enfant naturel doit être demandé au juge aux affaires familiales. Or le tribunal de grande instance reste compétent pour prononcer le changement de nom seulement s'il est saisi d'une requête en modification de l'état de l'enfant naturel. Il peut, dans ce cas, dans une seule et même décision statuer sur celle-ci et sur la demande de changement de nom de l'enfant qui lui serait soumise.

(50) V. J. O. déb. parl., Sénat, séance du 9 novembre 1971, p. 1932.

(51) V. Paris 11 décembre 1990, D. 1991, I.R., p. 46; Paris 2 novembre 1990, D. 1991, I.R., p. 9; Versailles 21 mars 1991, Juris-data n° 040925; T.G.I. Lille 3 février 1987, J.C.P., 1990, éd. G., II, 21447; Civ., 1ère, 18 décembre 1979, Gaz. pal. 1980, p. 249, note J.M.; Civ., 1ère 29 novembre 1977, D. 1978, I.R., p. 185, obs. D. HUET-WEILLER; V. également: E.S. DE LA MARRINIÈRE : obs., Rép. Not., Defrenois 1991, art. 60209, p. 188.

en désaccord par refus du père dont l'octroi du nom est sollicité, ou bien l'enfant est majeur, ou bien l'acceptation du père est impossible à obtenir en raison de son décès ou de son incapacité⁵². La substitution judiciaire prévue par l'article 334-3 du Code civil doit être demandée au tribunal de grande instance du domicile de l'enfant⁵³, soit par l'un des parents pendant la minorité de l'enfant lorsque ces derniers sont en désaccord sur l'opportunité même de cette substitution⁵⁴, soit par l'enfant lui-même dans les deux années qui suivront sa majorité ou une modification apportée à son état⁵⁵, en cas de mariage par exemple ou en cas de reconnaissance paternelle tardive. Ainsi, par exemple, un enfant même âgé de quarante ans pourra demander à porter le nom de son père⁵⁶. Le tribunal est tenu obligatoirement de statuer en Chambre du Conseil⁵⁷. Mais le jugement doit être rendu en une audience publique⁵⁸.

En règle générale, les demandes de changements de nom de l'enfant naturel accompagnent une action en recherche de paternité et tendent à substituer le nom du père au nom de la mère que l'enfant portait jusqu'à parce que sa filiation naturelle avait été établie au premier lieu⁵⁹. Le

(52) V. en ce sens: Lyon 20 novembre 1975, D. 1976, p. 647, note J. MENJUCQ ; D. HUET-WEILLER : Obs. sous Paris 28 avril 1988, D. 1988, Somm., p. 400; Note sous Paris 6 janvier 1975, D. 1976, p. 133; H. SOULEAU : Obs., Rép. Not., Defrénois 1975, p. 1262.

(53) V. en ce sens: T.G.I. Paris, 2 décembre 1986, Juris-data, n° 0432291. La demande de changement de nom, par application de l'article 334-3 C. civ., doit être introduite selon la voie contentieuse, soit par assignation, soit en la forme de la requête conjointe prévue et réglementée par les articles 57 et 793 du N.C. pr. civ., de sorte que chaque partie soit en mesure de comparaître et que le tribunal puisse statuer en toute connaissance de cause. En ce sens v.: T.G.I. Paris 14 et 16 avril 1980, D. 1980, p. 426, obs. D. HUET-WEILLER.

(54) J. MASSIP, G. MORIN et J. -L. AUBERT : Op. cit., n° 68, p. 68; A. IEFEBVRE-TEILLARD : Op. cit., p. 227.

(55) Le consentement du conjoint de l'auteur marié n'est pas exigé. En ce sens v. : Lyon 20 mars 1975, préc.

(56) En ce sens v. : Fort de France 3 juin 1983, D. 1984, p. 631, note P. DIENER, implicitement également: Fort de France 13 mars 1987, Juris-data, n° 041887; v. Contra, Montpellier 5 juillet 1989, Juris-data, n° 002543.

(57) C. COLOMBET, J. FOYER, D. HUET-WEILLER et C. LABRUSSE-RIOU : Op. cit., n° 495.

(58) V. E. HIRSOUX : Juris-classeur civil, Op. cit., n° 66, p. 14.

père résiste en général à la déclaration de paternité et à la demande de changement de nom⁶⁰. Depuis la loi du 3 janvier 1972, tous les enfants naturels qu'ils soient simples ou adultérins, peuvent profiter de cette procédure. Or avant la loi de 1972, les enfants adultérins a patre parfois déclarés à l'état civil sous le nom du père marié, n'avaient aucun droit à porter ce nom puisque l'établissement de la filiation n'était pas possible⁶¹. On conçoit donc la portée du bouleversement apporté par la loi de 1972 en ce qu'elle permet à l'enfant adultérin de porter le nom de son père. L'enfant adultérin a patre peut être reconnu par son père; s'il a été reconnu en premier lieu par sa mère, il pourra éventuellement bénéficier d'une substitution de nom⁶².

La situation de l'enfant adultérin a matre est plus complexe: l'établissement de la filiation adultérine a matre se heurte à l'existence de la présomption de paternité selon laquelle l'enfant issu d'une femme mariée a pour père le mari. La filiation paternelle naturelle de l'enfant et le caractère adultérin de sa filiation maternelle ne peuvent donc être établis qu'à condition que cette présomption soit écartée⁶³. Il en résulte que cette situation ne permet pas à l'enfant de porter le nom du père naturel aussi longtemps que la présomption de paternité légitime envers le mari de la mère n'aura pas été exclue⁶⁴.

Mais souvent la présomption de paternité légitime est écartée, soit parce que l'enfant a été conçu pendant un temps de séparation légale des

(59) V. R. NERSON : Obs. préc., Rev. trim. dr. civ. 1979, p. 106; D. HUET-WEILLER : Note sous Paris, 6 janvier 1975, D. 1976, p. 133; J.C.P. 1976, éc. G., II, 18289, note R. SAVATIER.

(60) L'article 340-6 du Code civil renvoie à l'article 334-3 du même code. Il dispose que le tribunal qui accueille une action en recherche de paternité naturelle «*statue, s'il y a lieu, sur l'attribution du nom... conformément à l'article 334-3*», pour des exemples dans lesquels le père résistait tant à l'action en recherche de paternité qu'à la demande de changement de nom, v. : civ., 1ère 10 mai 1977, Bull. civ. I, n° 219; Civ., 1ère, 29 novembre 1977, Rép. Not., Defrénois 1978, art. 31827, p. 1127, note J. MASSIP ; Civ., 1ère, 10 juillet 1984, Gaz. pal. 1985, panorama p. 76, note M. GRIMALDI ; D. 1986, I.R., p. 62, obs. D. HUET-WEILLER.

(61) V. en ce sens : R. NERSON : Obs. Rev. trim. dr. civ., 1974, p. 405.

(62) V. en ce sens : Versailles 1980, Gaz. pal. 1982, 1, somm., p. 94.

(63) R. NERSON : Le nom de l'enfant naturel..., Rev. trim. dr. civ. 1974, p. 405.

(64) R. NERSON : Ibid.

conjoint, soit parce qu'il a été déclaré à l'état civil comme né de mère inconnue ou sous le nom de jeune fille de la mère sans indication du nom du mari⁶⁵. L'enfant portera alors le nom de la mère et après reconnaissance émanant du père pourra demander une substitution du nom⁶⁶.

A ces hypothèses de substitution judiciaire du nom du père à celui de la mère, il faut ajouter celle où le père est décédé avant d'avoir pu reconnaître son enfant⁶⁷. Or en pareil cas la procédure pourrait devenir, dit-on une procédure gracieuse. C'est ce qu'a décidé le tribunal de grande instance de Paris⁶⁸. Pourtant, il ne nous semble pas qu'en cas de décès du père, la substitution de son nom doive s'opérer par la voie gracieuse. L'article 334-2 du Code civil suppose une déclaration conjointe faite et signée par le père et la mère. Or en cas de décès du père cette condition ne sera pas remplie. En effet la substitution du nom du père décédé à celui de la mère relève plutôt de l'article 334-3 du Code civil dont la formule est suffisamment compréhensive: («*dans tous les autres cas*»)⁶⁹ pour englober tout ce que n'englobe pas la substitution gracieuse de l'article 334-2 du Code civil. Elle permet donc de substituer non seulement le nom du père, mais également celui de la mère dans l'hypothèse assez rare où l'enfant portait antérieurement le nom du père.

(65) T.G.I. Nanterre, 13 mai 1977, J.C.P. 1977, éd. G., II, 18734, obs. D. HUET-WEILLER.

(66) En ce sens v. : D. HUET-WEILLER : note sous Paris 6 janvier 1976, D. 1976, p. 133; J.C.P. 1976, éd. G., II, 18289, note R. SAVATIER, préc.; et sur pourvoi : civ., 1ère, 10 mai 1977, Bull. civ., I, n° 219; A. TISSERAND : Op. cit., p. 750.

(67) V. notamment Lyon 20 novembre 1975, D. 1976, p. 647, note J. MENJUCQ; civ., 1ère, 21 mars 1978, J.C.P. 1978, éd. G., IV, p. 167; Versailles 21 janvier 1980, Gaz. pal. 1982, 1, Somm., p. 94; T.G.I., Nanterre, 13 mai 1977, J.C.P. 1977, éd. G., II, 18734, préc., note D. HUET-WEILLER.

(68) T.G.I., Paris 28 juin 1968, Gaz. pal. 1968, 2, p. 292: "en cas de décès du père, affirme-t-il, la voie contentieuse ne pouvant être suivie, rien ne s'oppose à ce que le représentant légal de l'enfant... ou l'intéressé lui même devenu majeur... saisisse la Chambre du Conseil d'une procédure gracieuse...".

(69) Le recours à la procédure contentieuse en cas de décès du père permettra en effet au juge d'apprécier souverainement l'opportunité de la demande de changement du nom en s'appuyant surtout sur l'intérêt de l'enfant.

b) - Substitution du nom de la mère à celui du père.

La doctrine, dans son ensemble, considère que la substitution du nom de la mère à celui du père est possible par le biais de l'article 334-3 du Code civil⁷⁰ bien que la loi de 1972 ne le dise pas clairement. On s'accorde, en effet, à admettre que cette loi, par la généralité des termes utilisés dans l'article 334-3 alinéa 1 du Code civil, autorise que soit demandé au tribunal de grande instance, pendant la minorité de l'enfant ou dans les deux années qui suivent, soit sa majorité, soit le changement affectant son état, la substitution du nom de la mère à celui du père⁷¹.

La solution s'impose en théorie, mais se rencontre rarement en pratique. Cependant il peut arriver que le père de l'enfant ait souscrit une reconnaissance prénatale en même temps que la mère ou antérieurement à celle émanant de la mère et que l'enfant porte en conséquence le nom de son père (art. 334-1 Code civil). Si le père disparaît et si l'enfant est élevé par sa mère, il peut être de l'intérêt de l'enfant de porter le nom de sa mère avec qui il vit et, donc de demander une substitution de nom⁷². Cela peut se faire non seulement en cas de reconnaissance prénatale mais aussi en cas de reconnaissance faite en premier lieu par le père au moment ou après la déclaration de naissance, la reconnaissance de la mère n'intervenant qu'ultérieurement. Ainsi dans un motif de principe, la Cour d'appel de Paris, en infirmant le jugement du tribunal de grande instance de Pontoise a, le 13 janvier 1978, décidé que l'article 334-3 du Code civil «*par les termes généraux qu'il emploie, autorise le tribunal à*

(70) C. COLOMBET : La famille, 1ère éd., P.U.F., 1985, n° 134; G. GOUBEUX : Op. cit., n° 123, p. 124; J. MASSIP, G. MORIN et J. - L. AUBERT : Op. cit., n° 68, p. 69; G. MARTY et P. RAYNAUD : Op. cit., n° 717 ter, p. 801; M. JORNOD : Op. cit., p. 213; R. NERSON : Obs. préc., Rev. trim. dr. civ. 1975, p. 699 et s.; Y. PATUREAU : note préc., Gaz. pal. 1983, J, p. 61; J. MASSIP : note sous Paris 13 janvier 1978, Gaz. pal. 1978, J., p. 345; X. LABRE : obs. préc., J.C.P. 1990, éd., G., II, 21447.

(71) C. COLOMBET, J. FOYER, D. HUET-WEILLER et C. LABRUSSE-RIOU : Op. cit., n° 498, p. 316; J. CARBONNIER : Op. cit., p. 273; R. NERSON : Le nom de l'enfant, Mélanges ANCEL 1975, Op. cit., p. 354; J. HAUSER et D. HUET-WEILLER ; Obs. préc., Rev. trim. dr. civ. 1991, n° 3, p. 514.

(72) T.G.I., Lille 3 février 1987, J.C.P. 1990, éd. G., II, 21447, note X. LABRE ; v. aussi D. HUET-WEILLER : obs., Rev. trim. dr. civ. 1991, n° 3, p. 514; En sens inverse v. Nîmes 25 octobre 1990, J.C.P. 1991, éd. G., IV, p. 179; sur la question de savoir si la reconnaissance prénatale devrait constituer un mode d'établissement de la filiation v. la note de X. LABRE, préc.

*substituer au nom primitivement porté par l'enfant, soit le nom du père, lorsque les conditions prévues par l'article 334-2 ne sont pas remplies, soit le nom de la mère...»*⁷³. Une telle solution mériterait d'être consacrée par le législateur.

Mais si la substitution judiciaire du nom de la mère à celui du père est possible, encore faut-il que son opportunité soit reconnue par le juge.

B - L'opportunité de la substitution

La loi du 25 juillet 1952 relative au nom des enfants naturels prévoyait que le tribunal saisi d'une demande de substitution du nom d'un enfant naturel devait uniquement s'inspirer de l'avantage *"que présente pour l'enfant la mesure sollicitée"*⁷⁴. La loi de 1972 n'a pas repris cette exigence. Or la doctrine dans son ensemble estime que le juge doit statuer en considération de l'intérêt de l'enfant bien que celui-ci ne soit plus visé dans l'article 334-3 du Code civil⁷⁵. Mais l'intérêt de l'enfant n'est plus le seul à être pris en considération. Selon la Cour de cassation les juges du fond, saisis sur le fondement de l'article 334-3 du Code civil d'une demande de changement de nom, doivent prendre en compte, non pas seulement l'intérêt de l'enfant (a), mais tous les intérêts en présence (b) qu'ils apprécient souverainement.

a) - La prise en compte de l'intérêt de l'enfant.

Que la substitution demandée l'ait été en faveur du nom du père ou en faveur du nom de la mère, le tribunal doit apprécier son opportunité en

(73) Paris 13 janvier 1978, Rép. Not., Defrénois 1978, p. 1127, et Gaz. pal. 5 juillet 1978, p. 345. Il en est de même pour la Cour d'appel de Douai qui décide: *«le désintérêt total du père pour l'enfant naturel âgé de cinq ans, désintérêt manifesté par le défaut de comparution dans la présente instance et l'absence de participation à l'entretien de l'enfant, justifie la substitution judiciaire du nom de la mère...»*, 25 mars 1991, Jursi-data, n° 041990.

(74) Loi n° 52-899 du 25 juillet 1952, D. 1952, lég., p. 285, art. 3, al. 4.

(75) R. NERSON : Obs. préc., Rev. trim. dr. civ. 1974, p. 404; J. MENJUCQ : Note préc., D. 1976, p. 650; D. HUET-WEILLER : Obs., sous civ. 29 novembre 1977, D. 1978, I.R., p. 185; obs. sous Nanterre, 6 mai 1980, D. 1981, Somm., p. 298; Obs. sous T.G.I. Paris 6 décembre 1983, D. 1984, I.R., p. 319; J.M. : Note sous civ., 18 décembre 1979, Gaz. pal., 1980, J., p. 249; J. RUBELLIN-DEVICHI : Personnes et droit de famille, Rev. trim. dr. civ. 1987, p. 71.

s'appuyant avant tout sur l'avantage qu'elle présente pour l'enfant⁷⁶. L'intérêt de l'enfant doit donc être au centre du débat judiciaire. Ainsi lorsque, par hypothèse, l'enfant est mineur et, que les père et mère ne sont pas d'accord entre eux sur la définition de cet intérêt, le juge doit éliminer cette divergence⁷⁷. La cour de cassation, le 13 novembre 1973, avait approuvé la Cour de Paris d'avoir relevé que l'enfant élevé par la mère, portait le nom du père sous lequel il avait effectué sa scolarité: *"conformément à l'article 3, alinéa 4de la loi de 1952, disait-elle, la Cour d'appel devait s'inspirer uniquement de l'avantage que présentait pour l'enfant la mesure sollicitée..."*⁷⁸. Or la loi de 1972 n'invite nullement le juge à tenir compte uniquement de l'avantage que présente pour l'enfant le changement de nom. Ceci s'explique par le fait que le législateur n'avait pas besoin de prévoir une évidence, étant donné que l'intérêt de l'enfant naturel imprégnait la loi de 1972⁷⁹. *"Une loi dont l'objectif principal est de réaliser l'égalité entre enfants naturels et enfants légitimes, dit à juste titre Mlle TISSERAND, s'inspire toute entière de l'intérêt de l'enfant"*⁸⁰. Mais étant livrés à eux même, les tribunaux abusent souvent de leur droit d'apprécier l'intérêt de l'enfant. Ils étendent, d'une part, ils exigent du demandeur la justification d'un intérêt *"particulier"*: *"le changement de nom de l'enfant naturel, juge le tribunal de grande instance de Bourgoin, ne peut être autorisé que s'il est justifié par un intérêt certain, important, défini et personnel à l'enfant"*⁸¹. Cette tendance se manifeste notamment en cas de substitution du nom de la mère à celui du père. Ainsi l'absence de liens affectifs entre le père et l'enfant ne suffisait pas à caractériser l'intérêt légitime de l'enfant

(76) Nîmes 25 octobre 1990, J.C.P., 1992, II, 21812, note T. GARÉ.

(77) D. HUET-WEILLER : Obs. sous Paris 28 avril 1988, D. 1988, Somm., p. 400; obs., préc., D. 1980, I.R., p. 426; J. MASSIP : Note sous civ., 1ère, 12 octobre 1983, D. 1984, p. 239-240; obs., Rép. Not., Defrénois 1978, art. 31827, p. 1132.

(78) Civ., 1ère, 13 novembre 1973, D. 1974, Somm., p. 7; Rev. trim. dr. civ. 1974, p. 404.

(79) En ce sens v. R. NERSON : Obs., préc., Rev. trim. dr. civ. 1979, p. 113.

(80) A. TISSERAND : Op. cit., p. 770.

(81) T.G.I. Bourgoin, 1er décembre 1982, D. 1983, I.R., p. 328, obs. D. HUET-WEILLER.

à ne plus porter le nom de son père⁸². De même le nom patronymique d'un enfant naturel ne sera pas modifié dès lors que la mère n'apporte pas la preuve d'un préjudice qu'éprouverait l'enfant du fait qu'il porte le nom de son père. *"Le trouble objectif chez l'enfant ne se justifie pas du seul fait de la condamnation pénale du père. Le port du nom du père reste le seul lien subsistant entre le père et l'enfant"*⁸³. Préférence est donc donnée au nom du père naturel même s'il s'agit d'un père pénalement condamné⁸⁴.

L'intérêt est généralement considéré par les juges du fond comme *"particulier"*⁸⁵ tout simplement parce qu'il s'agissait de substituer le nom paternel au nom maternel. La substitution du nom du père à celui de la mère est souvent jugée opportune en elle-même, car elle accorde à l'enfant naturel une équivoque par laquelle il peut ressembler à un enfant légitime. Ainsi il a été décidé que dans l'organisation sociale actuelle, le port du nom du père constitue le critère normal d'identification sociale et culturelle de l'enfant, tandis que celui du nom de la mère est encore porteur d'un risque préjudiciable de différenciation⁸⁶. Mieux vaut donner à

(82) V. Paris 29 mai 1987, D. 1987, I.R., p. 161. Mais il est à noter que l'intérêt de l'enfant peut changer avec le temps. Une première décision n'a pas autorité de chose jugée et ne fait pas obstacle à la recevabilité d'une nouvelle demande de changement. En ce sens v. civ. 1ère, 18 décembre 1979, D. 1980, I.R., p. 426, obs. D. HUET-WEILLER : Gaz. pal. 1980, 1, p. 249, note J.M.

(83) Poitiers, 30 mai 1990, Juris-data, n° 048856.

(84) V. Grenoble 8 janvier 1991, Juris-data n° 040477: *«... la condamnation pénale subie par le père est insusceptible de préjudicier à l'enfant...»*. V. en sens inverse V. Bordeaux 21 février 1989, Juris-data n° 040942; Angers 12 janvier 1987, Juris-data n° 042164, pour un père condamné à 10 ans de réclusion criminelle pour avoir tué la grand-mère maternelle de l'enfant; v. également Paris 13 octobre 1989, Juris-data n° 026170, pour viol de la mère et proxénétisme aggravé.

(85) La Cour de cassation exige des juges du fond qu'ils énoncent l'intérêt *«particulier»* qui motive le changement de nom : *«manquent de base légale les arrêts qui accordent un changement de nom sans énoncer aucun motif particulier»*. V. cass. civ. 1ère, 5 avril 1978, Bull. civ. I, n° 149; Cass. civ. 1ère, 21 mars 1978, Bull. civ. I, n° 324; Gaz. pal. 1980, 1, p. 249, note J. MASSIP; Cass. civ. 1ère, 25 janvier 1983, Bull. civ. I, n° 34; D. 1983, I.R., p. 143; J.C.P. 1983, IV, p. 111; Cependant les juges du fond ne relèvent parfois pas un intérêt particulier et pourtant leurs décisions se trouvent approuvées par la Cour de cassation. V. civ. 1ère, 10 juillet 1982, bull. civ. I, n° 224; D. 1986, I.R., p. 62, obs. D. HUET-WEILLER.

(86) V. Versailles 21 mars 1991, Juris-data n° 040925.

l'enfant naturel le nom du père, dit-on, car le fait de porter le nom de la mère manifeste aux yeux de tous l'origine illégitime de l'enfant⁸⁷. Les juges du fond sont donc beaucoup plus sévères lorsqu'il s'agit de substituer le nom de la mère à celui du père, malgré les divers motifs avancés par le demandeur⁸⁸. Dès lors, l'opinion populaire considère à tort que l'enfant naturel portant le nom de sa mère est non seulement un enfant sans père, mais aussi un enfant dont le nom est le signe d'une filiation illégitime parce qu'il est le fruit d'une liaison qui ne relève pas du mariage⁸⁹. Le nom du père bénéficie, par conséquent, d'une primauté indiscutable. Mais une telle opinion est déraisonnable et injustifiée, car l'enfant naturel est souvent élevé par sa mère et le fait qu'il porte un nom différent de celui de la mère éveille sûrement tout autant la curiosité des tiers⁹⁰. D'ailleurs, si la prééminence du nom du père est plausible au sein de la famille légitime, pourvue d'un homme qui est père et mari à la fois, dont toute entière, elle prend le nom⁹¹; il n'en est pas de même en ce qui concerne la famille naturelle. Celle-ci n'a pas de nom commun à ses membres, car le père et la mère ont refusé entre eux tout lien légal. Chacun a voulu rester libre. L'enfant naturel a deux filiations l'une maternelle et l'autre paternelle, ce qui exclut à l'évidence toute raison de préférer le nom du père à celui de la mère ou l'inverse. Le nom de l'enfant naturel doit être rattaché et à la filiation maternelle et à la filiation paternelle. «*Si en matière de nom ou en toute autre, affirme R. SAVATIER, on donne plus de poids à la filiation paternelle, ce ne peut*

(87) Douai 27 mai 1991, Juris-data n° 041065: «*malgré l'évolution des mœurs, le port du nom du père qui donne à l'enfant l'apparence du statut d'enfant légitime est toujours préférable pour l'enfant et même pour la mère, la substitution demandée pouvant faire croire qu'il est né de père inconnu et au hasard de relations fortuites*».

(88) Une rupture entre les parents, l'absence de liens affectifs entre le père et l'enfant, un décalage entre le nom attribué à l'enfant et l'exercice de l'autorité parentale, sont des motifs jugés insuffisants pour le changement de nom. V. Paris 29 mai 1987, D. 1987, I.R., p. 61; Paris 28 avril 1988, D. 1988, I.R., p. 150.

(89) En ce sens v. : R. NERSON : Obs. préc., Rev. trim. dr. civ. 1979, p. 105; A. TISERAND : Op. cit., p. 737 et s.; J. MENJUCQ : note préc., D. 1976, J., p. 651.

(90) R. NERSON : Obs., préc., Rev. trim. dr. civ. 1974, p. 404; J. HAUSER et D. HUET-WEILLER : Obs., préc., Rev. trim. dr. civ. 1991, n° 3, p. 514; R. SAVATIER : note préc., D. 1946, J., p. 357.

(91) Un nom qui survit au divorce et à la déchéance de la puissance paternelle car il y a tout intérêt à ce que ce nom demeure immuable.

être... que par une conviction innée d'une supériorité masculine, laquelle ne repose sur aucune bonne raison»⁹².

L'enfant naturel doit, à notre sens, porter le nom de celui de ses parents à l'égard de qui sa filiation est établie en premier lieu et auprès duquel il trouve la sollicitude, la tendresse et l'intérêt. Si l'enfant a été reconnu en premier lieu par son père et si ce dernier se désintéresse complètement du sort de son enfant, la substitution du nom de la mère à celui du père devrait dès lors être permise dans l'intérêt de l'enfant.

La supériorité du nom du père va à l'encontre de l'esprit de la loi de 1972 qui a pour but essentiel la sauvegarde de l'intérêt de l'enfant naturel. Apprécier l'intérêt de cet enfant en fonction de la primauté du nom du père et de l'existence d'un motif spécial invoqué à l'appui de la demande de changement de nom, c'est contredire les termes de l'article 334-1 du Code civil qui donnent à la mère, comme au père, le droit de conférer son nom à l'enfant, et introduire une nouvelle inégalité entre le père naturel et la mère naturelle. Il est en effet excessif de conférer au tribunal le pouvoir d'exiger du demandeur en changement du nom la démonstration d'un intérêt particulier. On pourrait soutenir que la loi offre à l'enfant naturel un droit au changement de nom, le tribunal est dès lors appelé à vérifier simplement si ce droit n'est pas exercé d'une façon contraire à l'intérêt de l'enfant, et non pas à découvrir un intérêt «particulier»⁹³.

Ce n'est en tout cas pas du tout l'attitude de la jurisprudence. Les décisions des tribunaux et des Cours d'appel, en la matière, démontrent que les juges, pour refuser ou admettre le changement de nom, procèdent à une appréciation globale des divers intérêts en présence.

b) - La prise en compte de tous les intérêts en présence.

Cela suppose qu'avant d'autoriser la substitution de nom, les juges du fond préalablement s'assurent de sa conformité à des intérêts autre que celui de l'enfant. Or rien dans la loi ne les y oblige⁹⁴. Pourtant la Cour

(92) R. SAVATIER : Note préc., D. 1946, J., p. 357.

(93) V. en ce sens: note J. MAZEAUD : civ. 1ère, 4 octobre 1966, D. 1967, p. 22; Obs. R. NERSON : Rev. trim. dr. civ. 1979, p. 113.

(94) J. RUBELLIN-DEVICHI : Obs. préc., Rev. trim. dr. civ. 1987, p. 71.

de cassation décide que, pour statuer sur la demande de changement de nom d'un enfant naturel, le juge doit prendre en considération les divers intérêts en présence⁹⁵. Mais quels sont les intérêts à prendre en compte pour autoriser l'enfant à porter le nom de l'auteur à l'égard de qui la filiation a été établie en second lieu?

Il s'agit notamment de l'intérêt du père de la famille légitime. Les intérêts de l'épouse et des enfants légitimes sont privilégiés par les juges du fond. Ceci apparaît à la lecture des décisions qui refusent à l'enfant adultérin le droit de porter le nom de son père marié, dans l'intention de protéger le conjoint offensé par l'adultère et les enfants issus du mariage transgressé, en présence d'un enfant adultérin⁹⁶.

D'ailleurs, si les juges du fond prononcent le changement de nom, ils se fondent sur des motifs qui ne sont pas directement liés à l'intérêt de l'enfant. Ainsi pour autoriser un enfant adultérin à porter le nom de son père décédé, la Cour de Paris, le 6 janvier 1976, a jugé que le changement de nom peut être autorisé lorsque la réclamation du nom du père par l'enfant, à la famille duquel des liens étroits l'ont toujours attaché, correspond à une aspiration légitime et qu'en outre l'attribution de ce nom n'est pas de nature à porter un préjudice sérieux aux enfants légitimes du père. Elle ajoute curieusement que le père a d'ailleurs reconnu et donné son nom à un autre enfant naturel né d'une liaison qu'il entretenait avec une autre maîtresse⁹⁷. On peut tout de suite s'étonner de cet argument irrationnel mesurant le degré de gravité de l'éventuel préjudice porté aux intérêts des enfants légitimes en fonction du nombre des enfants adultérins portant le nom de leur père... Les termes de cette décision contiennent en germe une nouvelle discrimination au préjudice des enfants adultérins. La Cour a apprécié l'opportunité du changement de nom sollicité en fonction de l'intérêt des enfants légitimes et, en rai-

(95) «*Ne donne pas de base légale à sa décision la Cour d'appel, qui accueille une demande tendant au port du patronyme paternel, sans se prononcer sur les intérêts en présence*». v. : Civ. 1ère, 25 janvier 1983, Bull. civ. 1983, I, n° 34; D. 1983, I.R., p. 143; Civ. 1ère, 10 juillet 1984, D. 1986, I.R., p. 62, obs., D. HUET-WEILLER ; civ. 1ère, 11 décembre 1985, Bull. civ. 1985, I, n° 345.

(96) V. Lyon 10 décembre 1980, D. 1982, I.R.; p. 257, obs. D. HUET-WEILLER ; Paris 13 octobre 1989, Juris-data, n° 026170.

(97) Paris 6 janvier 1976, D. 1976, p. 133, note D. HUET-WEILLER ; J.C.P. 1976, éd. G., II, 18289, obs. R. SAVATIER.

son de l'attitude de l'auteur de l'enfant. Or la prise en compte de ces deux éléments va à l'encontre de l'esprit de l'article 334-3 du Code civil. Les dispositions de cet article n'exigent pas l'accord des parents pour la substitution de nom de l'enfant⁹⁸. Elles prévoient une procédure contentieuse qui doit par conséquent pouvoir être utilisée malgré l'opposition de l'un d'entre eux à la substitution de nom, et ceci même s'il s'agit de celui qui porte le nom dont l'attribution est demandée. Le but de l'article 334-3 du Code civil est donc de permettre judiciairement à l'enfant naturel, dont la filiation est établie en deuxième lieu à l'égard de l'un de ses parents, de porter le nom de celui-ci. Dès lors on ne conçoit pas pour quelles raisons la Cour s'est appuyée sur l'analyse de la volonté du père pour autoriser le changement de nom.

Il est d'ailleurs permis de se demander s'il est légal d'apprécier l'opportunité du changement de nom sollicité en fonction de l'intérêt des enfants légitimes. La Cour de Lyon ne l'avait pas pensé: «... la substitution du nom du père à celui de la mère peut avoir lieu, soit pendant la minorité de l'enfant par simple déclaration conjointe des père et mère au juge des tutelles, soit par la demande devant le tribunal de grande instance. Dans l'un et l'autre cas, la déclaration conjointe ou la demande ne sont pas subordonnées par la loi au consentement du conjoint de l'auteur marié ou à l'acceptation de sa famille, le tribunal, dans le second cas, devant seulement apprécier, par suite notamment de la non présence du père, l'intérêt qu'offre pour l'enfant le changement du nom...»⁹⁹.

Ainsi la Cour, pour refuser la substitution de nom, n'a pris en considération que l'intérêt de l'enfant naturel. Pour ce faire, elle a assorti sa décision d'un raisonnement de bon sens: si dans l'hypothèse de l'article 334-2, en matière de déclaration conjointe, le juge des tutelles n'a aucun pouvoir pour apprécier l'opportunité du changement de nom; dans l'autre hypothèse, celle de la substitution visée par l'article 334-3, le tribunal doit apprécier l'intérêt de l'enfant, par suite notamment de la non-présence du père.

L'argument est très convaincant: pourquoi, en effet, la loi aurait-elle

(98) V. en ce sens: R. NERSON : Obs., préc., Rev. trim. dr. civ. 1979, p.113 et s. ; J. MENJUCQ : note préc., D. 1976, p. 647; A. TISSERAND : Op. cit., p. 774.

(99) Lyon 20 novembre 1975, préc.

omis de tenir compte, à propos de l'enfant adultérin, de la protection de l'intérêt des enfants légitimes dans l'article 334-2 du Code civil, si elle voulait vraiment donner ce pouvoir au juge lorsqu'il est saisi d'une demande de changement de nom sur le fondement de l'article 334-3 du Code civil?

Pourtant la Cour de cassation n'en persiste pas moins à dire le contraire. Selon elle les juges du fond, statuant sur une demande de changement de nom d'un enfant naturel, doivent prendre en considération «*les intérêts en présence*» qu'ils apprécient souverainement¹⁰⁰.

Toutefois dans une décision du 11 décembre 1985 et, après avoir souligné que les juges doivent prendre en compte «*les intérêts en présence*» qu'ils apprécient souverainement, la Cour de cassation juge que la Cour d'appel a légalement justifié sa décision d'autoriser l'enfant à porter le nom de son père, alors qu'il n'était pas établi que cette substitution fût de nature à nuire aux enfants légitimes et après avoir constaté que l'enfant naturel continuait à voir régulièrement son père pour lequel il éprouvait de l'affection¹⁰¹. Il en résulte, peut-être, une évolution de la jurisprudence: la cour de cassation permet à l'enfant adultérin de substituer le nom de son père à celui de sa mère si le port de ce nom ne préjudicie pas à l'intérêt de la famille légitime.

Mais, quoi qu'il en soit, une telle attitude montre bien combien l'intérêt de l'enfant naturel est négligé par la jurisprudence française. Cette jurisprudence semble à fortiori accorder une primauté aux intérêts de la famille légitime du père au détriment de l'enfant adultérin. En autorisant les juges à ne pas limiter l'appréciation de l'opportunité de changement de nom à l'intérêt de l'enfant, la Cour de cassation altère les termes de l'article 334-3 du Code civil et introduit une discrimination sup-

(100) V. civ. 1ère, 29 novembre 1977, Bull. civ. 1977, I, n° 354; D. 1978, I.R., p. 185; Gaz. pal. 1978, 2, p. 345, note J. MASSIP; Civ. 1ère 18 décembre 1979, Bull. civ. I, n° 324; Gaz. pal. 1980, 1, p. 249, note J.M.; Civ. 1ère 18 novembre 1980, Bull. civ. I, n° 296; D. 1981, I.R., p. 299, obs. D. HUET-WEILLER; Civ. 1ère, 25 janvier 1983, D. 1983, I.R., p. 143; J.C.P. 1983, éd. G., IV, p. 111; Civ. 1ère, 10 juillet 1984, Bull. civ. I, n° 224; D. 1986, I.R., p. 62, obs. D. HUET-WEILLER; Gaz. pal. 1985, 1, panorama, p. 76, note J. GRIMALDI.

(101) Civ. 1ère, 11 décembre 1985, Bull. civ. I, n° 345; Gaz. pal. 1986, 1, panorama, p. 75; J.C.P. 1986, éd. G., IV, p. 71.

plémentaire au préjudice de l'enfant né d'un adultère¹⁰².

L'injustice née de cette jurisprudence ne semble pas correspondre à l'esprit de la loi de 1972 qui est en général tournée vers l'intérêt de l'enfant et qui donne d'ailleurs au père de l'enfant adultérin le droit de reconnaître son enfant naturel et même de lui conférer son nom sans que la famille légitime ait le pouvoir de s'y opposer.

L'enfant adultérin ne doit pas souffrir de la faute que constitue l'atteinte aux obligations nées du mariage de l'un de ses auteurs; il est injuste de lui faire supporter l'animosité de la famille légitime.

Consacrer légalement et clairement une égalité parfaite entre les enfants naturels et les enfants légitimes, c'est en effet éviter l'arbitraire de la jurisprudence et les controverses qui portent sur l'interprétation des articles 334-2 à 334-5 du Code civil.

Il faut d'ailleurs trouver un remède à l'inégalité prédominant dans la famille naturelle elle-même: la jurisprudence préfère le nom du père au nom de la mère. Il s'agit là d'une prééminence du nom du père dépourvue de tout fondement juridique.

La jurisprudence de la Cour de cassation fait donc échec à la loi de 1972 qui voulait dans son esprit venir au secours des enfants naturels. Quant au projet de loi de 1991 relatif à l'état civil et à la filiation; à part la création du juge aux affaires familiales, la disposition qui exige le consentement de l'enfant naturel lorsqu'il a plus de treize ans (au lieu de quinze ans) pour la validité de changement de nom par déclaration conjointe et la disposition qui prévoit que la légitimation n'emporte le changement de nom des enfants naturels majeurs que sous réserve de leur consentement, il n'a fait, dans le domaine du changement de nom, que consacrer les dispositions de la loi de 1972. C'est pourquoi un projet de réforme nouveau est utile pour mettre fin à l'injustice dont l'enfant naturel simple souffre lorsqu'il s'agit de changer son patronyme et pour supprimer expressément toute sorte de discrimination à l'égard de l'enfant adultérin.

(102) Cela contredit la convention relative aux droits de l'enfant, signée à New-York le 26 janvier 1990 (J.C.P. 1990, éd. G., III, 64241), selon laquelle les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour que l'enfant soit effectivement protégé contre toute forme de discrimination... v. surtout les articles 2 et 3.